FAIZAL JEEROBURKHAN (observateur):

«L'absence de consultations socialement : une erreur»

Les actuaires et économistes poussent un cri de soulagement face à l'annonce du report de l'éligibilité de la pension de vieillesse à 65 ans soulignant que le système n'était plus soutenable, notamment avec le vieillissement de la population, une dette publique de Rs 642 milliards, soit 90 % du PIB, et une menace de Downgrade au Junk Status par Moody's... En tant que citoyen et observateur social et politique, quel est votre point de vue ?

Beaucoup font ressortir d'abord que l'Alliance du Changement avait consigné le cœur de sa plateforme pendant la campagne électorale en lui promettant un changement radical de l'ancien régime, sept mois seulement après avoir pris son dévolu sur la nouvelle alliance, les électeurs jugeant une préférence claire pour dégager le premier, ils ne ressent que déception et colère... Ces sentiments sont-ils légitimes ?

Ces sentiments paraissent largement partagés par de nombreux observateurs. Les changements proposés, annoncés du gouvernement électoral de l'Alliance du Changement, ont été imposés sans concertation préalable, ni propositions concrètes visant à réduire les salaires ou les privilèges accordés aux hauts responsables de l'État. Cette démarche a nourri un sentiment d'injustice au sein de la population.

Par ailleurs, les grandes promesses électorales ambitieuses – voire irréalistes – formulées par l'alliance lors de sa campagne n'ont pas été tenues depuis son arrivée au pouvoir, il y a sept mois. Le défaut de communication autour de la réforme et l'absence d'un véritable dialogue n'ont aussi fait contribué à amplifier le mécontentement. Climat de frustration à mettre en lien notamment avec la détérioration du budget, alors que les dépenses de la population ne cessent de croître.

Cependant, cette vague de déception et de colère occulte en partie une réalité incontournable : la nécessité urgente de réformer le gouvernance et de relancer une économie en grande difficulté. Sous l'ancien régime, le pays a connu une dégradation accélérée sur les plans politique, économique, social, environnemental et institutionnel. La mauvaise gestion des affaires publiques, marquée par le népotisme, la corruption, la malfaisance, l'illettrisme et l'incompétence, faisait régulièrement la une des journaux.

Durant cette période, la population s'était habituée à un modèle basé sur les subventions, les aides en tout genre, sans véritable prise de conscience de la détérioration des indicateurs macroéconomiques. Le pays consommait largement au-delà de ses capacités de production. L'expression «pays riche avec une économie pauvre» et d'autre immédiate n'est encore dans la société. Or, ce changement était d'espoir, nécessaire pour entamer un changement de régime, tardif encore à se manifester.

Les défenseurs de la BRP à 65 ans font valoir que ce report va affecter et l'audace qui animent un gouvernement désireux de redistribuer les fruits des finances de l'ancien pouvoir car il met en popularité à risque. Le peuple saura-t-il comprendre la démarche entreprise ou prétendra-t-il tout jusqu'aux prochaines élections ?

Face à une conjoncture économique alarmante, le gouvernement n'avait guère le choix. Les mesures adoptées sont certes drastiques, parfois impopulaires, mais elles témoignent d'un sens aigu des responsabilités.

Dans ce contexte de mécontentement social croissant, l'instabilité est vue avisé de laisser une vaste campagne de pédagogie et de sensibilisation autour de la réforme économique du pays. Une question cruciale s'impose : devons-nous de manœuvrer entre deux maux, ou prendre le risque courir le risque de son éclatement brutal ?

TIRS CROISÉS | Réforme de la pension universelle

Entre redressement et détresse populaire :

La réforme de la pension universelle – annoncée dans le budget, sans consultation préalable, suscite inévitablement incompréhension, frustration et indignation parmi la population et le monde syndical, lequel s'est lancé dans un bras de fer pour obtenir le maintien de ce qu'il considère un droit universel à 60 ans. De l'autre côté, les défenseurs de la réforme ne manquent pas de pointer un système devenu insoutenable. Entre la détresse d'un peuple acculé par la cherté de la vie face à une mesure vécue le désabusé comme une trahison et l'urgence économique, le dilemme est cornélien.

Si l'éclat brouillon du compromis et la vision des actuaires sur les risques d'un système à bout de souffle, toute réforme, nuance-t-il, « *doit être accompagnée d'un dialogue sincère et d'une volonté politique d'atténuer ses effets sur les plus vulnérables* ». Il juge impératif que le gouvernement engage sans tarder des consultations avec les partenaires concernés en vue d'élaborer une formule équitable conciliant impératifs budgétaires et justice sociale. « *Les changements proposés, absents du programme électoral, ont été imposés sans concertation préalable, ni propositions concrètes visant à réduire les salaires ou les privilèges accordés aux hauts responsables de l'État. Cette démarche a nourri un sentiment d'injustice au sein de la population.*

Sa vision des actuaires sur les risques d'un système à bout de souffle, toute réforme, nuance-t-il, « *doit être accompagnée d'un dialogue sincère et d'une volonté politique d'atténuer ses effets sur les plus vulnérables.* » Il juge impératif que le gouvernement engage sans tarder des consultations avec les partenaires concernés en vue d'élaborer une formule équitable conciliant impératifs budgétaires et justice sociale. « *Les changements proposés, absents du programme électoral, ont été imposés sans concertation préalable, ni propositions concrètes visant à réduire les salaires ou les privilèges accordés aux hauts responsables de l'État. Cette démarche a nourri un sentiment d'injustice au sein de la population.*

Entre la détresse d'un peuple acculé par la cherté de la vie face à une mesure vécue le désabusé comme une trahison et l'urgence économique, le dilemme est cornélien.

Si l'éclat brouillon du compromis et la vision des actuaires sur les risques d'un système à bout de souffle, toute réforme, nuance-t-il, « *doit être accompagnée d'un dialogue sincère et d'une volonté politique d'atténuer ses effets* ».

Pour Ashley Morgan, économiste et chargé de cours à l'université de Maurice, la réforme est nécessaire, mais elle doit être accompagnée d'un dialogue sincère et d'une volonté politique d'atténuer ses effets sur les plus vulnérables. Il juge qu'il est urgent de gouvernement engage sans tarder des consultations avec les syndicats, les ONG et la société civile afin d'éviter une formule qui risquerait de susciter une vive opposition.

Le pays fait face à une dette publique avoisinant les 90 % du PIB. Dans ce contexte, les mises en garde répétées des agences de notation, notamment Moody's, ne peuvent être ignorées.

À cela s'ajoutent des tendances démographiques et économiques préoccupantes : le vieillissement progressif de la population, avec un ratio passant de 2,7 travailleurs actifs pour un retraité aujourd'hui à 2,0 en 2035, la chute persistante du taux de fertilité – tombé à 1,34 en 2024 – ainsi que l'émigration croissante de jeunes professionnels.

Par ailleurs, le poids de la *Basic Retirement Pension* (BRP), déjà évalué à Rs 55,4 milliards, représentait grimper à Rs 100 milliards d'ici à 2035. Cela ajoutant les Rs 90 milliards allouées à la protection sociale, représentant à elles seules 30 % du budget national. Enfin, les inégalités de logement de fonds publics et les turbulences économiques mondiales n'ont fait qu'aggraver la situation. Dans un tel contexte, les professionnels de la finance tirent la sonnette d'alarme : le choix de tirer la somette d'alarme. Mais en tant qu'observateur social, je pense que la réforme est nécessaire. Si elles et ceux que cette réforme impacte directement. Leur inquiétude est légitime.

Le monde syndical décrie l'absence de consultations préalables et de transparence de la réforme du système de pension...

Toute réforme sur les comptes sociaux, doit être accompagnée d'un dialogue sincère et d'une volonté politique différente ses effets sur les plus vulnérables. Il est urgent que le gouvernement engage sans tarder des consultations avec les syndicats, les ONG et la société civile afin d'éviter une formule qui risquerait de susciter une vive opposition. Le pays fait face à une dette publique avoisinant les 90 % du PIB. Dans ce contexte, les mises en garde répétées des agences de notation, notamment Moody's, ne peuvent être ignorées.

À cela s'ajoutent des tendances démographiques et économiques préoccupantes : le vieillissement progressif de la population, avec un ratio passant de 2,7 travailleurs actifs pour un retraité aujourd'hui à 2,0 en 2035, la chute persistante du taux de fertilité – tombé à 1,34 en 2024 – ainsi que l'émigration croissante de jeunes professionnels.

Par ailleurs, le poids de la *Basic Retirement Pension* (BRP), déjà évalué à Rs 55,4 milliards, représentait grimper à Rs 100 milliards d'ici à 2035. Cela ajoutant les Rs 90 milliards allouées à la protection sociale, représentant à elles seules 30 % du budget national. Enfin, les inégalités de logement de fonds publics et les turbulences économiques mondiales n'ont fait qu'aggraver la situation. Dans un tel contexte, les professionnels de la finance tirent la sonnette d'alarme : le choix de tirer la somette d'alarme. Mais en tant qu'observateur social, je pense que la réforme est nécessaire. Si elles et ceux que cette réforme impacte directement. Leur inquiétude est légitime.

Le monde syndical décrie l'absence de consultations préalables et de transparence de la réforme du système de pension...

Toute réforme sur les comptes sociaux, doit être accompagnée d'un dialogue sincère et d'une volonté politique différente ses effets sur les plus vulnérables. Il est urgent que le gouvernement engage sans tarder des consultations avec les syndicats, les ONG et la société civile afin d'éviter une formule qui risquerait de susciter une vive opposition. Le pays fait face à une dette publique avoisinant les 90 % du PIB. Dans ce contexte, les mises en garde répétées des agences de notation, notamment Moody's, ne peuvent être ignorées.

À cela s'ajoutent des tendances démographiques et économiques préoccupantes : le vieillissement progressif de la population, avec un ratio passant de 2,7 travailleurs actifs pour un retraité aujourd'hui à 2,0 en 2035, la chute persistante du taux de fertilité – tombé à 1,34 en 2024 – ainsi que l'émigration croissante de jeunes professionnels.

Par ailleurs, le poids de la *Basic Retirement Pension* (BRP), déjà évalué à Rs 55,4 milliards, représentait grimper à Rs 100 milliards d'ici à 2035. Cela ajoutant les Rs 90 milliards allouées à la protection sociale, représentant à elles seules 30 % du budget national. Enfin, les inégalités de logement de fonds publics et les turbulences économiques mondiales n'ont fait qu'aggraver la situation. Dans un tel contexte, les professionnels de la finance tirent la sonnette d'alarme : le choix de tirer la somette d'alarme. Mais en tant qu'observateur social, je pense que la réforme est nécessaire. Si elles et ceux que cette réforme impacte directement. Leur inquiétude est légitime.

Propos recueillis par Sharon LEUNG-AH FAT

économique et le dilemme cornélien

modification de l'âge de départ à la retraite. « *Cela ne résout pas le problème de la bombe à retardement que constitue la viabilité du système de retraite. Repousser la situation à cinq ans ne résoudra pas les problèmes sous-jacents du déficit et de viabilité des retraites.* » Il recommande d'examiner le financement, les cotisations et les stratégies d'investissement afin de garantir l'équité et la viabilité de notre système de retraite à très long terme. Il questionne le *Modus Operandi* , « *si ces problèmes sous-jacents ne sont pas résolus correctement, d'ici 10 ans, faudra-t-il repousser l'âge de la retraite à 70, 75 ans, etc. suivant cette logique ?* » C'est pourquoi il se penche davantage pour la réforme de l'ensemble de notre système de retraite, et non seulement l'âge de la retraite.

Avec une détermination sans faille, le syndicaliste Reaz Chuttoo, défend le droit des citoyens à une retraite digne à 60 ans. « *Cette pension est un item du budget au même titre que l'éducation, la santé etc. et ces items du budget sont financés par le Tax Payers' Money* », dit-il. L'argument démographique est pour lui « *un mensonge car la démographie n'était pas la crainte lors du Consolidated Fund. La population mauricienne a pu chuter à 1 million habitants il y a 2 millions de personnes dans le pays.* » Il ajoute qu'« *il y a beaucoup de travailleurs étrangers qui ne touchent pas la pension mais qui cotisent. La taxe sur la consommation continue d'augmenter.* » Il demande le gel de la réforme et des débats en vue d'établir les possibilités de maintenir « *ce cet acquis du Welfare State. Le gouvernement a les moyens. Dans notre mémorandum, la CTSP a soumis des mesures innovatrices en ce sens.* »

AMIT BAKHIRTA (Analyste financier):

«Repousser l'âge de la retraite ne fait que reposer le problème à plus tard»

Les actuaires et économistes poussent un cri de soulagement face à l'annonce du report de l'éligibilité de la pension de vieillesse à 65 ans soulignant que le système n'était plus soutenable, notamment avec le vieillissement de la population, une dette publique de Rs 642 milliards, soit 90 % du PIB, et une menace de Downgrade au Junk Status par Moody's... Vous partagez ce point de vue ?

Les actuaires et économistes poussent un cri de soulagement face à l'annonce du report de l'âge d'éligibilité de la pension de vieillesse à 65 ans soulignant que le système n'était plus soutenable, notamment avec le vieillissement de la population, une dette publique de Rs 642 milliards, soit 90 % du PIB, et une menace de Downgrade au Junk Status par Moody's... Vous partagez ce point de vue ?

Mais, il est important de noter que la BRP a été introduite en 1958 et que l'espérance de vie à la naissance était de 60 ans. Aujourd'hui, elle est de 75 ans. Il est donc normal que l'âge de la retraite soit revu à la hausse. Mais, il est important de noter que la BRP a été introduite en 1958 et que l'espérance de vie à la naissance était de 60 ans. Aujourd'hui, elle est de 75 ans. Il est donc normal que l'âge de la retraite soit revu à la hausse.

Reaz Chuttoo, de la CTSP, refuse catégoriquement le relèvement de l'âge quant la pension de vieillesse à 60 ans pour tous pour éviter d'une injustice et demande. Il propose ensuite que le gouvernement augmente les taxes les riches en retour pour récupérer les montants. Qu'en pensez-vous ?

Nous sommes contre des mesures budgétaires, je suis en profond désaccord, avec tout le respect que je dois à M. Chuttoo. Les personnes relativement aisées, ainsi que l'ensemble de la population active, paient déjà une part bien supérieure à ce qui serait considéré comme « juste ». Je ne pense donc pas qu'une charge fiscale supplémentaire sur certains segments ressortis le problème sous-jacent des cotisations, de la stratégie et des rendements d'investissement, des énormes déficits des fonds de pension et de l'adéquation actif-passif.

Il est déjà très probable que la charge fiscale élevée sans un impact sur l'investissement et la production économique à court terme. Soyons réalistes : plus la charge fiscale est lourde, moins les recettes sont attractives. Le pays est déjà mis à mal par une monnaie dévaluée et des taux directeurs élevés, un marché des changes en ébullition.

Il ne faut pas oublier qu'un tiers de l'argent des fonds de cavale devient si peu attractive que la stratégie budgétaire pourrait inciter les investisseurs et les hauts revenus à quitter notre pays. Cela n'est petite nation insulaire, il est impératif d'éviter de s'aveugler de ces risques.

Certains font valoir que cette réforme ne fait que repousser le problème à plus tard. Que faudrait-il faire pour éviter de devoir payer les retraités à 70, 75 ans, voire 80 ans à l'avenir ? Faut-il plutôt revoir à la hausse les pensions éligibles à 65 ans. Pouvez-vous nous donner une idée si l'impact de cette réforme sur l'économie et des déficits des retraités.

En conclusion ?

La rigidité doit être en harmonie avec la malléabilité. C'est cela la sagesse.

Repousser l'âge de la retraite ne fait que reposer le problème à plus tard. Il faudra repousser à 70, 75 ans, etc. suivant cette logique, n'est-ce pas ? C'est pourquoi nous devons réformer l'ensemble de notre système de retraite, et pas seulement l'âge de la retraite, afin de garantir l'équité et la viabilité de notre système de retraite à très long terme. Il faudra repousser à 70, 75 ans, etc. suivant cette logique ? » C'est pourquoi il se penche davantage pour la réforme de l'ensemble de notre système de retraite, et non seulement l'âge de la retraite.

Il est déjà très probable que la charge fiscale élevée sans un impact sur l'investissement et la production économique à court terme. Soyons réalistes : plus la charge fiscale est lourde, moins les recettes sont attractives. Le pays est déjà mis à mal par une monnaie dévaluée et des taux directeurs élevés, un marché des changes en ébullition.

Il ne faut pas oublier qu'un tiers de l'argent des fonds de cavale devient si peu attractive que la stratégie budgétaire pourrait inciter les investisseurs et les hauts revenus à quitter notre pays. Cela n'est petite nation insulaire, il est impératif d'éviter de s'aveugler de ces risques.

Certains font valoir que cette réforme ne fait que repousser le problème à plus tard. Que faudrait-il faire pour éviter de devoir payer les retraités à 70, 75 ans, voire 80 ans à l'avenir ? Faut-il plutôt revoir à la hausse les pensions éligibles à 65 ans. Pouvez-vous nous donner une idée si l'impact de cette réforme sur l'économie et des déficits des retraités.

En conclusion ?

La rigidité doit être en harmonie avec la malléabilité. C'est cela la sagesse.

«La pension : un item au même titre que l'Education, la Santé etc.»

Les actuaires et économistes poussent un cri de soulagement face à l'annonce du report de l'âge d'éligibilité de la pension de vieillesse à 65 ans soulignant que le système n'était plus soutenable, notamment avec le vieillissement de la population, une dette publique de Rs 642 milliards, soit 90 % du PIB, et une menace de Downgrade au Junk Status par Moody's... Vous partagez ce point de vue ?

Mais, il est important de noter que la BRP a été introduite en 1958 et que l'espérance de vie à la naissance était de 60 ans. Aujourd'hui, elle est de 75 ans. Il est donc normal que l'âge de la retraite soit revu à la hausse.

Reaz Chuttoo, de la CTSP, refuse catégoriquement le relèvement de l'âge quant la pension de vieillesse à 60 ans pour tous pour éviter d'une injustice et demande. Il propose ensuite que le gouvernement augmente les taxes les riches en retour pour récupérer les montants. Qu'en pensez-vous ?

Nous sommes contre des mesures budgétaires, je suis en profond désaccord, avec tout le respect que je dois à M. Chuttoo. Les personnes relativement aisées, ainsi que l'ensemble de la population active, paient déjà une part bien supérieure à ce qui serait considéré comme « juste ». Je ne pense donc pas qu'une charge fiscale supplémentaire sur certains segments ressortis le problème sous-jacent des cotisations, de la stratégie et des rendements d'investissement, des énormes déficits des fonds de pension et de l'adéquation actif-passif.

Il est déjà très probable que la charge fiscale élevée sans un impact sur l'investissement et la production économique à court terme. Soyons réalistes : plus la charge fiscale est lourde, moins les recettes sont attractives. Le pays est déjà mis à mal par une monnaie dévaluée et des taux directeurs élevés, un marché des changes en ébullition.

Il ne faut pas oublier qu'un tiers de l'argent des fonds de cavale devient si peu attractive que la stratégie budgétaire pourrait inciter les investisseurs et les hauts revenus à quitter notre pays. Cela n'est petite nation insulaire, il est impératif d'éviter de s'aveugler de ces risques.

Certains font valoir que cette réforme ne fait que repousser le problème à plus tard. Que faudrait-il faire pour éviter de devoir payer les retraités à 70, 75 ans, voire 80 ans à l'avenir ? Faut-il plutôt revoir à la hausse les pensions éligibles à 65 ans. Pouvez-vous nous donner une idée si l'impact de cette réforme sur l'économie et des déficits des retraités.

En conclusion ?

La rigidité doit être en harmonie avec la malléabilité. C'est cela la sagesse.

Commment pouvaient-elles se système qualifié d'insoutenable ?

Il y a la *Direct Taxation* et la taxe sur la consommation. Le gouvernement a fait face à un problème démographique qui n'a aucun lien avec la *Basic Retirement Pension*. Le nombre d'enfants mais il n'y a pas moins de travailleurs dans le pays. Nous disons qu'en 2000 il y avait 9 personnes pour un pensionné et maintenant 2,5 personnes pour un pensionné. Non, il y a 2,5 Mauriciens pour un pensionné mais il y a beaucoup de travailleurs étrangers qui ne touchent pas la pension mais qui cotisent ! Donc, la taxe sur la consommation continue d'augmenter. Le problème est là. Donc, l'argument démographique est un mensonge. Lorsque la *Consolidated Fund* a été introduite en 1958 la population mauricienne a pu chuter à 1 million mais il y a 2 millions de personnes dans le pays.

Pourquoi militez-vous non seulement pour que cet exercice en métier différents et les invalides mais insistez pour que la pension de vieillesse soit maintenue pour tous les plus riches ?

Je suis totalement d'accord que les plus riches ne méritent pas les soutiens de l'Etat. Toutefois, si l'on ne donne pas aux riches, on ne l'invalidité à la pension. Du point de vue qu'ils pas travaille ? Aura-t-il à entrer dans le trafic d'influence pour ensuite se nourrir ? Donc, donnez à tous la pension qui est universelle. Après on augmente la taxe des riches par 0,5%. Ils remettront ce qu'ils ont à manger. Et, on n'humiliera personne.

Le monde syndical décrie l'absence de consultations préalables et de transparence de la réforme du système de pension. Que revendiquez-vous à présent ? Le premier ministre a annoncé deux comités pour examiner les modalités d'application de cette réforme. Quelles sont vos échos ?

Une majorité de Mauriciens ne sont pas d'accord avec cette réforme. Et que voyons-nous ? Avec l'annonce de deux comités. Le report de la pension de vieillesse à 65 ans. Or, c'est cela la base de toutes nos contestations. Le gouvernement a décidé de reporter la pension de vieillesse à 65 ans ni avec le clivage. Qu'allons-nous faire dans deux comités ?

Lors des débats budgétaires, ils ont déjà parlé la majorité des mesures qui sont prises. Ils étaient même de vôtre réunis dans le comité. Donc, il n'y a pas d'échappatoire. Le pays est entendant, les syndicats et la société civile, pourront-ils dire que cette mesure n'est pas bonne ? Ils ont déjà eu leur mot à dire lorsqu'ils ont mis au lit après des années contre plusieurs mesures qui concernent la vie des citoyens et vieillesse.

Ensuite, il y a, gouvernement d'abrs, à la veille des élections, décide de faire des débats parce que le NPF, est en train de perdre du vent. Ils ont à terme en 2018 et il fallait donc préparer un remplacement. À l'unanimité, même les syndicats étaient d'accord. Ils ont même dit que la pension de vieillesse devait être de 15 000 roupies. Ils ont même dit que la pension de vieillesse devait être de 15 000 roupies. Ils ont même dit que la pension de vieillesse devait être de 15 000 roupies. Ils ont même dit que la pension de vieillesse devait être de 15 000 roupies.

Les débats ont continué avec le nouveau gouvernement et en 2016, Lutchmeenaraidoo amende la NPF Act pour dire que les travailleurs peuvent augmenter leur contribution et non les patrons.

Nous demandons donc de geler cette réforme et d'organiser un débat large pour étudier les possibilités de maintenir ce cet acquis du *Welfare State*. Le gouvernement a les moyens. Dans notre mémorandum, la CTSP a soumis des mesures innovatrices en ce sens.